

LE POINT DE VUE DU GERANT

NOVEMBRE 2022

Le mois d'octobre a été marqué par la tenue du 20ème congrès du Parti Communiste Chinois.

Organisé tous les 5 ans à Pékin au palais de l'Assemblée du peuple, place Tiananmen, ce dernier permet de désigner les instances gouvernantes du pays, avec en particulier le comité central du parti (environ 200 membres), la commission militaire centrale qui assure le contrôle du parti sur l'armée et le comité central permanent constitué de 7 membres.

Le congrès a permis à Xi Jinping d'être reconduit à la tête du parti pour un troisième mandat de 5 ans. Xi Jinping a consolidé son pouvoir, puisqu'aucun membre d'une faction rivale du parti communiste ne fait désormais partie du comité central permanent. C'est ainsi un changement majeur car le premier ministre actuel, Li Keqiang, qui quittera ses fonctions en mars prochain était apparenté à la faction de l'ancien président Hu Jintao. Le prochain premier ministre, Li Qiang, est un fidèle de Xi Jinping et s'est récemment fait connaître pour sa gestion très stricte de la politique 0-Covid dans la région de Shanghai.

Un autre point majeur est que les 6 autres membres du comité central permanent font partie de la cinquième génération, celle de Xi Jinping âgé de 69 ans. Il n'y a pas de dauphin, donc pas de successeur potentiel et il est donc probable que le « règne » continue au-delà de 2027.

De ce congrès on peut constater que l'on est désormais en présence d'un régime durci marqué par l'éviction de la faction de la Ligue des jeunes communistes à laquelle appartient Hu Jintao. Or, cette faction est considérée comme l'aile réformiste du parti et son absence marque un tournant qui indique que les priorités du parti semblent avoir évolué. La sécurité nationale serait désormais la priorité des instances au pouvoir alors que les objectifs économiques seraient relégués au second plan. Il est donc probable que le budget de la défense progresse. En revanche, la hausse du niveau de vie de la population chinoise pourrait ralentir, faisant ainsi peser un risque supplémentaire sur la consommation.

La priorité accrue sur la sécurité nationale pourrait engendrer des craintes supplémentaires relatives à Taïwan. Toutefois, Xi Jinping a été reconduit à son poste de façon quasi-définitive, ce qui lui laisse un horizon de temps confortable pour gérer la situation. Si l'île bénéficie de la protection militaire américaine, les dirigeants chinois savent que les troupes américaines ont été basées durant deux décennies en Afghanistan mais qu'à peine parties, le pouvoir en place a été délogé en moins de 2 mois. Plutôt qu'une guerre, il est probable que la Chine orchestre un blocus de plus en plus pressant sur l'île lors de périodes de tensions. En outre, la Chine représente plus de 40% des exports de Taïwan et peut donc faire pression sur cette dernière avant d'envisager une guerre.

Il est estimé que la nouvelle équipe possède moins d'expérience que dans le passé. Autrefois, le poste de premier ministre était par exemple confié à un membre qui avait au moins 5 ans d'expérience dans le comité central. Ce n'est pas le cas cette fois. Par conséquent, cela engendre plus d'incertitude alors que de nombreux défis s'accumulent. Les nouvelles instances au pouvoir vont en effet devoir gérer la bulle immobilière qui est en train d'éclater, la sortie de la politique 0-Covid qui pèse sur l'économie, un taux de chômage chez les jeunes proche de 20% et les restrictions toujours plus importantes de l'administration américaine sur les technologies.

Ce congrès marque donc peut-être un tournant pour la Chine. C'est la raison pour laquelle les marchés financiers se sont inquiétés et que le Hang Seng a baissé de 6% au lendemain du congrès. Une autre incertitude risque également de se matérialiser : alors que la Chine a été une source de croissance considérable pour de nombreuses sociétés depuis 15 ans, ces sociétés risquent-elles désormais de pâtir boursièrement d'une exposition trop marquée à l'empire du Milieu?

Gérant
David DEHACHE

